

## Recherches sociographiques



Marie-Claire DUMAS et Francine MAYER (dirs), *L'équité salariale, un pouvoir à gagner!*

Mona-Josée Gagnon

Volume 32, numéro 3, 1991

Femmes et reproduction

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056643ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056643ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, M.-J. (1991). Compte rendu de [Marie-Claire DUMAS et Francine MAYER (dirs), *L'équité salariale, un pouvoir à gagner!*]. *Recherches sociographiques*, 32(3), 455–457. <https://doi.org/10.7202/056643ar>

## COMPTES RENDUS

Marie-Claire DUMAS et Francine MAYER (dirs), *L'équité salariale, un pouvoir à gagner!*, Montréal, Remue-ménage, 1989, 269 p. («Les entêtés».)

Ce livre à la couverture attrayante réunit les actes d'un colloque tenu à Montréal en mars 1989. Il compte une quarantaine de textes, tous très courts: la plupart font trois ou quatre pages, les plus consistants, dix. Il faut se souvenir que cette année-là le dossier de l'équité salariale, quoique depuis longtemps mis de l'avant par les féministes, était d'actualité. Il bénéficiait en effet d'une popularité médiatique importante comme principal enjeu des négociations syndicales du secteur public, en particulier chez les infirmières pour une revalorisation salariale. Le colloque en question s'inscrivait donc dans un mouvement très large mettant en cause tant le syndicalisme québécois que le mouvement féministe.

Les actes de colloque forment un genre littéraire ingrat. Le meilleur travail d'édition — tout honnête soit-il — ne peut rien contre la cohabitation de communications de facture et d'intérêt diversifiés. Qui plus est, les «actes» ne présentent généralement pas les débats qui pourtant drainent souvent le meilleur d'un colloque et nous permettent d'en saisir la dynamique. Le recueil reproduit donc les défauts inhérents à telle publication, d'autant que les participantes venaient de milieux très différents et que leur contribution allait du témoignage militant à l'information officielle (gouvernementale), en passant par la bonne nouvelle venue d'entreprises censément éclairées. Soyons précis: leur quasi-totalité se distribuait à parts égales en porte-parole syndicaux, féministes et gouvernementaux. Il en résulte un ensemble assez hétéroclite, la première personne du pluriel signifiant «nous, les femmes», «nous, dans notre organisation syndicale», «nous, dans l'appareil gouvernemental X» et, quelquefois, «nous, à l'entreprise Y».

Mais les bonnes causes, et Dieu sait que c'est le cas de l'équité salariale — rarement existante mais en faveur de laquelle se manifeste une unanimité confondante —, sont autant de fabriques de *consensus*, avec tous les effets pervers afférents: divergences de vues gommées, contradictions d'intérêts occultées et oppositions des stratégies escamotées. La lectrice ou le lecteur peu informés du dossier et moins encore des actions en coulisses, particulièrement agitées en 1989, gardera donc l'impression que l'équité est une locomotive derrière laquelle s'accrochent sans problème et dans la plus parfaite harmonie tous les acteurs importants.

L'ouvrage se divise en onze sections. Cet effort de rationalisation ne fait pas oublier qu'elles ne sont pas mutuellement exclusives et surtout que les invitées au colloque ont pris

bien des libertés à l'égard du thème qu'on leur avait demandé de traiter. On remarquera les nombreuses répétitions factuelles (p. ex., la statistique classique des 60 ¢ des femmes contre le 1 \$ des hommes) ou argumentaires (pourquoi une secrétaire gagne-t-elle moins qu'un plombier?), et les envolées oratoires similaires, destinées à démontrer l'appui senti et engagé de chacune à la cause du salaire égal, de la haute fonctionnaire à la militante féministe. Las! comment faire autrement dans un colloque subventionné de tous côtés?...

Heureusement, plusieurs textes se démarquent du sens commun et des slogans empoussiérés. Malgré les contraintes de temps, et peut-être d'espace, qu'ont dû respecter les auteurs, plusieurs arrivent à intéresser. Monique SIMARD, de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et Monique AUDET de la Fédération des travailleuses et travailleuses du Québec (F.T.Q.), font une excellente présentation des positions de leur organisation respective, assorties d'ellipses diplomatiques. Micheline BOIVIN, du Conseil du statut de la femme, signe un article documenté sur la situation en Suède. Margaret WHITE et Liliane AUGER décrivent de façon minutieuse l'évolution des emplois de bureau. Juanite WESTMORELAND-TRAORÉ démontre qu'on peut être haute fonctionnaire et conserver une vision critique et originale. Marie-Thérèse CHICHA-PONTBRIAND revoit avec clarté et compétence les recours juridiques existants au Québec. Ces communications et quelques autres aident à faire oublier celles qui sont un peu incohérentes, sans trop de contenu ou carrément répétitives. Lourdemment présentes, sinon franchement encombrantes, se succèdent des informations concurrentes, certaines soumises à la critique, d'autres pas, sur les instances gouvernementales à la disposition des travailleuses victimes de discrimination. Passons sous silence des articles techniques et sans apprêt — peut-être rédigés à partir des enregistrements — ou celui d'une ineffable E. MCBRIDE venue de loin livrer un message pourtant de valeur, pompeusement intitulé «Un point de vue féministe sur les sciences économiques», qui n'est rien que deux pages et demie de banalités prétentieuses... Mais ce sont les risques de tels événements: les célébrités sont parfois les plus mauvaises élèves, celles-là même qui improvisent à partir de notes jetées sur papier trente minutes avant. Si on s'oblige à tout publier dans les «actes», on hérite de devoirs bâclés.

À part quelques textes d'un français un peu laborieux, l'écriture est de bonne qualité. Les éditrices ont ajouté des annexes utiles. Cependant le mérite du recueil tient davantage, selon nous, au fait qu'il met en situation d'un moment important de la lutte féminine au Québec pour l'équité salariale: il permet de saisir quelque peu un «climat» et les positions les plus articulées des organisations.

Quiconque est à la recherche d'un dossier informatif fiable et documenté sera déçu et ferait sans doute mieux de se rabattre sur les documents de l'Institut de recherches appliquées sur le travail ou les publications de Hélène David et de Ginette Dusseault, par exemple. Les intéressés aux débats internes qui contredisaient, en 1989, notamment le *consensus* factice n'auront pas non plus leur part, à moins de s'amuser à décrypter ellipses, télescopes, tournures diplomatiques, allusions; mais les sources primaires seraient éminemment préférables.

Un des aspects qui donnaient lieu à des divisions importantes était la vision plus ou moins universalisante de la lutte des femmes pour l'égalité du salaire. Quelques auteures, entre autres J. LAMOUR, dans un modeste témoignage sur l'exploitation des immigrées qui «survivent» grâce au travail domestique mal payé, et même les éditrices dans leur présentation, signalent que toutes les femmes ne se trouvent pas dans une situation identique du point de vue du revenu, même si la discrimination est suffisamment généralisée pour

qu'on puisse globalement parler d'une sous-rémunération féminine. Mais la règle dominante est d'ignorer les différences et même de jeter l'anathème sur tous ceux qui font état d'autres sources d'iniquité salariale que la discrimination à l'encontre des femmes. La dédicace du livre donne d'ailleurs le ton: «À toutes les [...] qui luttent pour un salaire équitable», les points de suspension remplaçant ici une pleine page de catégories occupationnelles où se côtoient dans le désordre obstétricienne, trapéziste, hôtesse de l'air, plombière, secrétaire, mère au foyer (sic) et architecte.

Une autre divergence passée sous silence, et qui a divisé profondément les centrales syndicales, avait trait au mode de correction des disparités salariales. Les syndicats de la F.T.Q. du secteur public ont mis de l'avant un système fondé sur la parité, sur la participation des salariés et sur des plans d'évaluation couvrant l'ensemble des emplois et des iniquités. La C.S.N., suivie en cela par la plupart des groupes féministes, a ciblé son discours et ses recherches sur l'opposition hommes-femmes selon une approche plus politique et, apparemment, militante. Voilà pourquoi on a tant entendu comparer, cette année-là, les mérites respectifs, et les salaires, des travailleuses en garderie et des gardiens de jardin zoologique, des secrétaires et des plombiers. Ce type de démonstration de la moindre reconnaissance accordée aux emplois féminins fut immortalisé par un film vidéo du Conseil du statut de la femme, qui met en vedette une secrétaire et une travailleuse en garderie, et qui tourne en dérision les mâles surpayés.

Sans doute les débats du colloque ont-ils permis aux participantes de nuancer l'apparente unanimité qui se dégage de l'ensemble, et d'éclairer ces enjeux et d'autres. Les lectrices de ce recueil n'en sauront rien, mais y trouveront quand même des éléments de réflexion et des données de base.

Mona-Josée GAGNON

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*

---

Femmes en tête, *De travail et d'espoir: des groupes de femmes racontent le féminisme*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 1990, 200 p.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'obtention du droit de vote par les Québécoises, l'organisation Femmes en tête a décidé d'enquêter pour savoir ce que les groupes de femmes de toutes les régions du Québec avaient bien pu faire en cinquante ans. Le fruit de cette recherche nous est livré dans cet ouvrage. L'objectif visé était à la fois de montrer le rôle que les femmes ont joué dans les changements qui ont marqué la société québécoise et de mettre en lumière la vitalité du féminisme à une époque où beaucoup aimeraient le ranger avec les accessoires d'un passé définitivement révolu sous prétexte de postféminisme.

Si le deuxième objectif a été atteint, quoique le nombre de groupes qui ont répondu au questionnaire soit fort limité, on ne peut pas en dire autant du premier, ne serait-ce que parce que la plupart des groupes qui ont participé à l'enquête ont moins de vingt ans d'existence. Certes, l'évolution récente du mouvement des femmes est très présente mais la mesure de ses